

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2019 B 18918 Numéro SIREN : 852 389 865 Nom ou dénomination : EPSA Dev
--

Ce dépôt a été enregistré le 24/12/2021 sous le numéro de dépôt 859

EPSA DEV

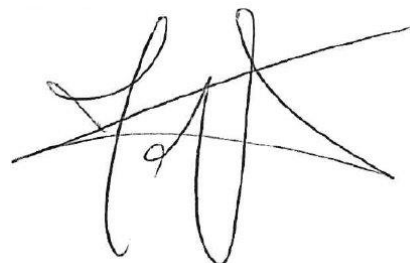
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 15 179 474,10 EUROS

SIEGE SOCIAL : PARIS (75008) 65 RUE D'ANJOU

852 389 865 RCS PARIS

COMPTES CONSOLIDES AU 31 JANVIER 2021

Copie certifiée conforme
Pour la société SUD OUEST CONSEIL
Président
Monsieur Matthieu GUFFLET

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'MG' with a large, sweeping horizontal stroke across the top.

États financiers au 31 janvier 2021

1. Bilan Actif

En euros	Note	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Ecarts d'acquisition	1	208 615 994	220 340 226
Immobilisations incorporelles	2	4 268 378	4 417 941
Immobilisations corporelles	3	1 762 828	1 407 317
Titres des sociétés mises en équivalence		296 269	-
Titres de participations non consolidées et créances rattachées	4	3 711 163	5 296 792
Immobilisations financières	5	2 564 141	2 632 901
Actif immobilisé		221 218 773	234 095 177
Stocks et en-cours	6	1 723 713	2 102 848
Créances d'exploitation	7	118 892 518	138 239 675
Créances hors exploitation	8	19 747 564	4 378 236
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	43 585 609	23 979 339
Charges constatées d'avance		1 165 293	1 048 745
Actif circulant		185 114 697	169 748 843
Total de l'actif		406 333 470	403 844 020

2. Bilan Passif

En euros	Note	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Capital		14 864 016	14 774 407
Primes liées au capital		131 368 190	132 969 659
Réserves consolidées		(3 331 642)	3 850
Résultat net		(15 624 684)	(5 764 531)
Capitaux propres - Part du groupe	10	127 275 880	141 983 385
Intérêts minoritaires	10	5 636 730	1 418 688
Provisions pour risques et charges	11	1 244 910	639 238
Emprunts et dettes financières	12	132 965 122	113 799 690
Dettes d'exploitation	13	129 116 165	137 956 186
Dettes hors exploitation	14	10 077 236	8 041 781
Produits constatés d'avance		17 427	5 052
Dettes		272 175 950	259 802 709
Total du passif		406 333 470	403 844 020

3. Compte de résultat

En euros	Note	2020/2021	2019/2020
Chiffre d'affaires	15	580 758 995	292 599 030
Autres produits d'exploitation	16	1 305 238	1 029 647
Produits d'exploitation		582 064 233	293 628 677
Achats consommés		(483 201 983)	(235 126 303)
Autres charges d'exploitation		(18 010 121)	(23 209 171)
Impôts, taxes et versements assimilés		(1 788 529)	(592 362)
Charges de personnel	17	(50 655 132)	(21 429 355)
Dotations aux amortissements et aux provisions	18	(2 898 659)	(1 133 628)
Charges d'exploitation		(556 554 424)	(281 490 820)
Résultat d'exploitation		25 509 809	12 137 857
Résultat financier	19	(4 795 742)	(2 589 049)
Résultat courant des entreprises intégrées		20 714 067	9 548 808
Résultat exceptionnel	20	(5 442 520)	(104 709)
Impôts sur les résultats	21	(6 073 902)	(2 943 400)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		560 232	-
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1	(23 849 261)	(11 596 852)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(14 091 384)	(5 096 153)
Intérêts minoritaires		1 533 300	668 378
Résultat net (part du groupe)		(15 624 684)	(5 764 531)
Résultat par action		(0.11)	(0.04)
Résultat dilué par action		(0.11)	(0.04)



EPSA DEV

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 15 179 474,10 EUROS

SIEGE SOCIAL : PARIS (75008) 65 RUE D'ANJOU

852 389 865 RCS PARIS

RAPPORT DU PRESIDENT

SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2021

Chers associés,

Nous vous avons réunis notamment pour vous rendre compte de l'activité de votre société et du Groupe, et des résultats de notre gestion durant l'exercice écoulé, clos le 31 janvier 2021, ainsi que pour soumettre à votre approbation les comptes dudit exercice.

Tous les documents nécessaires à votre information ont été tenus à votre disposition au siège social, et par email, dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur. Nous vous demanderons de bien vouloir nous en donner acte.

Nous vous proposons d'examiner les comptes qui traduisent la situation de la société à la clôture de l'exercice écoulé, de vous présenter l'évolution de la situation depuis cette clôture et d'envisager les perspectives de développement.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

Ces comptes ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de leur présentation ou des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

I. SITUATION DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

A. EXAMEN DU COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires net s'est élevé à la somme de 1 018 878 € contre 450 000 € au titre de l'exercice précédent, étant rappelé que ce dernier avait eu une durée exceptionnelle de sept (7) mois.

Il convient d'ajouter à cette somme les montants suivants :

- Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges : (168) €
- Autres produits : 1 €

Les produits d'exploitation se sont élevés en conséquence à la somme de 1 018 711 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 1 758 803 € et comprennent les postes suivants :

- Autres achats et charges externes : 1 179 382 €
- Impôts, taxes et versements assimilés : 6 060 €
- Salaires et traitements : 406 576 €
- Charges sociales : 166 780 €
- Autres charges : 4 €

Le résultat d'exploitation est en conséquence déficitaire d'un montant de (740 092) €.

Les produits financiers et les charges financières se sont élevés respectivement à la somme de 299 124 € et de 4 281 171 €.

En conséquence le résultat courant avant impôts s'élève à la somme de (4 722 139) €.

Il convient de signaler un résultat exceptionnel ressortant à (882 295) €.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé au titre de l'exercice écoulé s'élève à (1 018 168) €.

Nous vous précisons que la société, qui détient directement ou indirectement plus de 95 % du capital social des sociétés EPSA Growth, 7PARTNERS, ACCELERATE TO BE MASTER A2BM, EUROPEENNE DE PROMOTION, EPSA MARKETPLACE, BUYZEWAY, a opté avec les sociétés précitées pour le régime d'intégration fiscale mis en place par les articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts.

Le résultat de l'exercice est une perte de (4 586 265.71) €.

B. COMMENTAIRES – FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE – PROGRES REALISES – DIFFICULTES RENCONTREES – EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SOCIETE - EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE EN COURS

L'exercice écoulé qui avait bien débuté, s'est poursuivi de manière satisfaisante.

La perte constatée au niveau social et mentionnée ci-dessus est structurelle et résulte pour l'essentiel des intérêts et frais financiers pour un montant de 4 281 171 € et des amortissements dérogatoires des frais d'acquisition pour un montant de 845 697 €, liés à l'opération réalisée le 25 juillet 2019. Depuis le début de l'exercice en cours, l'exploitation se déroule toujours selon les plans et budgets prévus.

Nous attirons à nouveau votre attention sur la crise sanitaire actuelle traversée par la France entière dans le cadre de l'épidémie de Covid-19.

La pandémie du Covid-19, qualifiée comme telle par l'Organisation Mondiale de la santé (OMS) le 11 mars 2020, aura sans nul doute un impact majeur sur l'ensemble des économies du monde. De même, les mesures de confinement prises par le Gouvernement français pour lutter contre la propagation du virus, ainsi que celles qui sont prises notamment à la suite de la publication de plusieurs lois et décrets instaurant un état d'urgence sanitaire, en particulier les mesures de fermeture obligatoire de certains établissements recevant du public, d'interdiction de rassemblement, et la réorganisation du travail induite, affectent significativement les entreprises.

Ce rapport a été établi sur la base des éléments disponibles pour la convocation de la réunion d'approbation des comptes, dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19. Par conséquent, les sujets présentés dans ce rapport ne tiennent pas compte des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date de convocation relatifs aux effets de l'évolution de la crise liée au Covid-19.

A l'heure actuelle, nous ne connaissons pas avec certitude l'impact des mesures décidées par les autorités sur notre activité et celles de nos filiales et participations.

Nous poursuivons nos efforts sur l'exercice en cours.

Aucun autre événement suffisamment important pour être relaté dans le présent rapport n'est survenu au cours de l'exercice écoulé et/ou depuis la date de clôture de l'exercice.

C. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Pour la bonne forme, il est indiqué que la société n'a eu, au cours de l'exercice écoulé, aucune activité en matière de Recherche et Développement.

D. INVESTISSEMENTS

Il a été investi au cours de l'exercice une somme globale de 253 740 926 € se décomposant comme suit :

– Autres postes d'immobilisations incorporelles :	16 994 €
– Autres participations :	43 242 514 €
– Autres titres immobilisés :	500 €
– Prêts et autres immobilisations financières :	210 480 918 €

II. BILAN

A. EXAMEN DES POSTES D'ACTIF

Le poste « Concessions, brevets et droits similaires » est d'un montant brut de 16 994 €.

Le poste « Immobilisations financières » s'élève à la somme de 283 294 140 €. Aucune provision n'a été comptabilisée sur ce poste.

L'actif circulant s'élève à la somme nette de 16 111 340 €, dont 62 500 € de charges constatées d'avance.

Le compte « Clients et comptes rattachés », d'un montant de 1 326 416 €, n'a fait l'objet d'aucune provision.

Le compte « Autres créances » d'un montant brut de 503 078 €, n'a fait l'objet d'aucune provision.

B. EXAMEN DES POSTES DE PASSIF

Le capital social est de 14 864 016 € au 31 janvier 2021 et le montant des capitaux propres de 143 239 739 €.

Le poste « Dettes » s'élève à la somme globale de 155 167 575 € et comprend les postes suivants :

– Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	123 750 000 €
– Emprunts et dettes financières diverses :	30 884 775 €
– Dettes fournisseurs et comptes rattachés :	1 096 352 €
– Dettes fiscales et sociales :	367 921 €
– Autres dettes :	83 688 €

Aucun produit constaté d'avance n'a été comptabilisé.

III. PARTICIPATIONS

A. PRISE DE PARTICIPATIONS

La société a pris au cours de l'exercice écoulé, une participation dans les sociétés suivantes :

- **SOCIETE DE GESTION ET DE DEVELOPPEMENT (« SOGEDEV »)**, société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 €, dont le siège social est à ISSY LES MOULINEAUX (92130) 39 avenue du Gouverneur Général Felix EBOUE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NANTERRE sous le numéro 443 022 280.

Notre participation dans cette société est de 57,90 %.

Cette société, qui a pour activité le conseil en gestion des entreprises, ressources humaines et services ainsi que le conseil en matière de financement public, a réalisé au cours du dernier exercice écoulé un chiffre d'affaires hors taxes de 8 074 521 € et un bénéfice de 658 526 €.

- **ILCEOS Innovation**, société par actions simplifiée au capital de 150 000 €, dont le siège social est à PARIS (75008) 65 rue d'Anjou, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 498 271 568.

Notre participation dans cette société est de 60 %.

Cette société, qui a pour activité le conseil pour les affaires et la gestion, a réalisé au cours du dernier exercice écoulé un chiffre d'affaires hors taxes de 2 660 066 € et un bénéfice de 611 037 €.

B. ACTIVITE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS PAR BRANCHE D'ACTIVITE

L'activité de notre société et de nos filiales est répartie en quatre branches d'activités distinctes, ci-après référencées. Le détail des chiffres concernant nos filiales figure en annexe.

1. EPSA Tax & Innovation

L'activité de cette branche est le conseil opérationnel en optimisation des coûts.

Elle est exercée par les sociétés suivantes :

- 7PARTNERS,
- MONTVALLON EXPERTISE,
- FIN FV / FINOVATIS,
- ENOPTEA,
- BLOOMOON,
- III FINANCEMENTS,
- SOGEDEV,
- ILCEOS INNOVATION.

2. EPSA Marketplace

L'activité de cette branche est le BPO « business process outsourcing », l'externalisation des achats.

Elle est exercée par les sociétés suivantes :

- EPSA Marketplace,
- EPSA Marketplace Italy,
- PSG.

3. EPSA Operations & Procurement

L'activité de cette branche est le conseil en achat et organisation.

Elle est exercée par les sociétés suivantes :

- EUROPEENNE DE PROMOTION,
- EPSA HOLDING DEUTSCHLAND / KOEPFEL,
- STRAFI INVEST / STRAFI,
- AIRFUND SUISSE / AIRFUND SPAIN,
- A2BM Luxembourg / A2BM FRANCE.
- AGRIATE,
- KRONOS GROUP,

- KRONOS SOLUTIONS,

4. EPSA International

L'activité de cette branche est le conseil et l'accompagnement dans les domaines des Achats et de la Supply Chain.

La société détient directement ou indirectement le capital des sociétés suivantes :

- BUYPRO MAROC,
- BUYPRO SPAIN,
- EPSA USA HOLDING,
- EPSA BELGIUM,
- EPSA DEUTSCHLAND.

IV. PART DU CAPITAL DETENUE PAR LES SOCIETES CONTROLEES

Les sociétés que nous contrôlons ne détiennent indirectement aucune part de notre capital.

V. COMPTES CONSOLIDES

A. EXAMEN DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Le chiffre d'affaires net s'est élevé à la somme de 580 758 995 € au titre de l'exercice.

Il convient d'ajouter à cette somme le poste « Autres produits d'exploitation » d'un montant de 1 305 238 €.

Les produits d'exploitation se sont élevés à la somme de 582 064 233 €.

Les charges d'exploitation se sont élevées à (556 554 424) € et comprennent les postes suivants :

- Achats consommés : (483 201 983) €
- Autres charges d'exploitation : (18 010 121) €
- Impôts, taxes et versements assimilés : (1 788 529) €
- Charges de personnel : (50 655 132) €
- Dotations aux amortissements et aux provisions : (2 898 659) €

Le résultat d'exploitation est en conséquence bénéficiaire d'un montant de 25 509 809 €.

Les produits financiers et les charges financières se sont élevés respectivement à la somme de 1 381 229 € et de (6 176 971) €.

En conséquence le résultat courant avant impôts s'élève à la somme de 20 714 067 €.

Il convient de signaler un résultat exceptionnel de (5 442 520) €.

Il convient également de signaler les éléments suivants :

- Impôt sur les résultats : (6 073 902) €
- Dotations aux amortissements et écarts d'acquisition : (23 849 261) €

Le résultat net de l'ensemble consolidé ressort à (14 091 384) €.

Les intérêts minoritaires se sont élevés à la somme de 1 533 300 €.

Le résultat net de l'exercice (Part du Groupe) est en conséquence de (15 624 684) €.

B. BILAN CONSOLIDE

1. EXAMEN DES POSTES D'ACTIFS

Les écarts d'acquisition figurent à l'actif pour un montant de 208 615 994 €.

Les immobilisations incorporelles s'élèvent en montant brut à la somme de 6 394 668 € au 31 janvier 2021 et à la somme de 4 268 378 € après amortissements.

Les immobilisations corporelles s'élèvent en montant brut à la somme de 2 684 466 € au 31 janvier 2021 et à la somme de 1 762 828 € après amortissements.

Les titres de participation non consolidées 3 699 947 € et créances rattachées s'élèvent en montant brut à la somme de 3 711 163 € au 31 janvier 2021 et n'ont pas fait l'objet de dépréciations.

Le poste « Immobilisations financières » s'élève à la somme nette de 2 564 141 €.

L'actif circulant s'élève à la somme nette de 185 114 697 €, dont 1 165 293 € de charges constatées d'avance.

Le compte « Clients et comptes rattachés », d'un montant brut de 101 237 580 €, est provisionné à hauteur de (3 921 129) €.

2. EXAMEN DES POSTES DE PASSIF

Le montant des capitaux propres (Part du Groupe) au 31 janvier 2021 est de 127 275 880 €.

Le poste « Dettes » s'élève à la somme globale de 272 175 950 € et comprend notamment les postes suivants :

– Emprunt et dettes financières :	132 965 122 €
– Dettes d'exploitation :	129 116 165 €
– Dettes hors exploitation :	10 077 236 €

Il a, par ailleurs, été pris en compte 17 427 € de produits constatés d'avance.

C. APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous ont été présentés avec toutes les opérations qu'ils traduisent et qui, nous vous le rappelons, font ressortir un résultat net (Part du Groupe) de (15 624 684) €.

VI. APPROBATION DES COMPTES – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes sociaux tels qu'ils vous ont été présentés avec toutes les opérations qu'ils traduisent et qui, nous vous le rappelons, font ressortir une perte de (4 586 265.71) € que nous vous proposons d'imputer en intégralité sur le poste « Prime d'émission ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes depuis la constitution de la société.

VII. DEPENSES NON-DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code.

VIII. INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L.441-14 du Code de commerce (issu de l'ordonnance n° 2019-359 du 24 avril 2019), nous devons communiquer les informations obligatoires sur les délais de paiement de nos fournisseurs à savoir la décomposition à la clôture de l'exercice du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance, ainsi que les mêmes informations obligatoires sur les délais de paiement de nos clients.

Nous vous indiquons que nous ne sommes malheureusement pas en mesure de vous donner la décomposition précise des factures reçues et émises non réglées au 31 janvier 2021 dont le terme est échu ou des factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2021.

Nous vous indiquons toutefois qu'à notre connaissance le paiement des factures émises ou reçues intervient à échéance et n'accuse aucun retard grave et répété.

Nous faisons notre maximum afin d'être en mesure de vous présenter une information plus complète dans le rapport qui sera établi l'année prochaine et qui portera sur les comptes annuels de l'exercice en cours.

IX. OPTIONS D'ACHAT ET DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS – BSA ET BSPCE ATTRIBUES

Nous vous informons que notre société n'a procédé à aucune émission d'options de souscription d'actions, d'options d'achat d'actions, de bons de souscription d'actions (BSA) et bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE).

X. DELEGATION EN MATIERE D'AUGMENTATION DU CAPITAL

Conformément aux dispositions légales nous vous rappelons que notre société a décidé suivant acte unanime des associés en date du 18, 19, 20 et 21 décembre 2020 une délégation de compétence au président en matière d'augmentation du capital d'un montant global maximum de 70 000 €, par la création et l'émission de 700 000 actions ordinaires nouvelles de valeur nominale de dix centimes d'euros (0,10€) au prix unitaire minimum de 1,04808 €, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, avec suppression du droit préférentiel de souscription des associés, au profit d'un ou plusieurs dirigeants, mandataires sociaux ou salariés d'une société du Groupe EPSA (défini comme la Société et l'ensemble de ses filiales directes et indirectes, contrôlées ou non) réunis ou non au sein d'une ou plusieurs holding de détention ou « Manco ».

Suivant décision du président en date du 21 décembre 2020, il a été décidé de mettre en œuvre la délégation de compétence susvisée à l'effet d'émettre 349 209 actions ordinaires de dix centimes d'euros (0,10 €) de valeur nominale chacune au prix unitaire de 1,04808 €. L'augmentation de capital de 34 920, 90 € a été réalisée le 11 mai 2021.

Suivant décision du président en date du 30 septembre 2021, il a été décidé de mettre en œuvre la délégation de compétence susvisée à l'effet d'émettre 198 763 actions ordinaires de dix centimes d'euros (0,10 €) de valeur nominale chacune au prix unitaire de 1,52 091388 €. L'augmentation de capital de 19 876,30 a été réalisée le 29 octobre 2021.

XI. MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

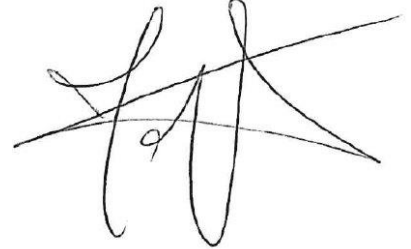
Nous vous rappelons que lors de la constitution de la société, il a été décidé de nommer la société AUREALYS, société à responsabilité limitée au capital de 40 000 €, dont le siège social est à PARIS (75008), 8 avenue Bertie Albrecht, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 502 510 860, en qualité de commissaire aux comptes titulaire, pour une période de six (6) exercices, conformément aux dispositions légales, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée qui sera appelé à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 janvier 2025.

Nous vous rappelons également que suivant acte unanime des associés en date du 12 et 13 octobre 2020, il a décidé à l'unanimité de nommer la société CONTINENTALE D'AUDIT, société à responsabilité limitée au capital de 87 080 € dont le siège social est à PARIS (75017), 22 place Général Catroux, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 311 901 359, en qualité de co-commissaire aux comptes titulaire, pour une période de six (6) exercices à compter de l'exercice clos le 31 janvier 2020 et qui expirera à l'issue de l'assemblée qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 janvier 2025.

XII. CONCLUSION

Nous espérons que les décisions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner à votre président et à votre directeur général quitus de leur gestion pour l'exercice clos le 31 janvier 2021.

Le président

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

EPSA DEV

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 janvier 2021

CONTINENTALE D'AUDIT
22, place du Général Catroux
75017 Paris

AUREALYS
8, avenue Bertie Albrecht
75008 Paris

EPSA DEV
Siège social : 65, rue d'Anjou – 75008 Paris

Rapport d'audit des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 janvier 2021

A l'assemblée générale de la société EPSA DEV,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société EPSA DEV tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} février 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-avant, nous attirons votre attention sur les notes suivantes de l'annexe des comptes consolidés :

- « 1. *Information préliminaire* », note qui expose notamment l'origine de la société EPSA DEV et le nombre de mois d'activité qui caractérisait le premier exercice social ;
- « 3.4. b) *Variations du périmètre de consolidation et détermination des écarts d'acquisition* », note qui détaille notamment les calculs des écarts d'acquisition des sociétés acquises au cours de l'exercice écoulé et les durées d'amortissement retenues.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif qu'application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Les écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan au 31 janvier 2021 s'établit à 208 615 994 euros, font l'objet d'un amortissement et d'un test de dépréciation selon les modalités décrites dans la note « 3.3. Ecart d'acquisition » de l'annexe des comptes consolidés. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société afin de nous assurer du caractère raisonnable des estimations significatives retenues et nous avons vérifié que ladite note de l'annexe donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les

comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 décembre 2021

Les Commissaires aux comptes

CONTINENTALE D'AUDIT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'B. Zeitoun'.

Benjamin ZEITOUN
Associé

AUREALYS

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'F. Abtan'.

Fabrice ABTAN
Associé

États financiers au 31 janvier 2021

1. Bilan Actif

En euros	Note	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Ecarts d'acquisition	1	208 615 994	220 340 226
Immobilisations incorporelles	2	4 268 378	4 417 941
Immobilisations corporelles	3	1 762 828	1 407 317
Titres des sociétés mises en équivalence		296 269	-
Titres de participations non consolidées et créances rattachées	4	3 711 163	5 296 792
Immobilisations financières	5	2 564 141	2 632 901
Actif immobilisé		221 218 773	234 095 177
Stocks et en-cours	6	1 723 713	2 102 848
Créances d'exploitation	7	118 892 518	138 239 675
Créances hors exploitation	8	19 747 564	4 378 236
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	43 585 609	23 979 339
Charges constatées d'avance		1 165 293	1 048 745
Actif circulant		185 114 697	169 748 843
Total de l'actif		406 333 470	403 844 020

2. Bilan Passif

En euros	Note	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Capital		14 864 016	14 774 407
Primes liées au capital		131 368 190	132 969 659
Réserves consolidées		(3 331 642)	3 850
Résultat net		(15 624 684)	(5 764 531)
Capitaux propres - Part du groupe	10	127 275 880	141 983 385
Intérêts minoritaires	10	5 636 730	1 418 688
Provisions pour risques et charges	11	1 244 910	639 238
Emprunts et dettes financières	12	132 965 122	113 799 690
Dettes d'exploitation	13	129 116 165	137 956 186
Dettes hors exploitation	14	10 077 236	8 041 781
Produits constatés d'avance		17 427	5 052
Dettes		272 175 950	259 802 709
Total du passif		406 333 470	403 844 020

3. Compte de résultat

En euros	Note	2020/2021	2019/2020
Chiffre d'affaires	15	580 758 995	292 599 030
Autres produits d'exploitation	16	1 305 238	1 029 647
Produits d'exploitation		582 064 233	293 628 677
Achats consommés		(483 201 983)	(235 126 303)
Autres charges d'exploitation		(18 010 121)	(23 209 171)
Impôts, taxes et versements assimilés		(1 788 529)	(592 362)
Charges de personnel	17	(50 655 132)	(21 429 355)
Dotations aux amortissements et aux provisions	18	(2 898 659)	(1 133 628)
Charges d'exploitation		(556 554 424)	(281 490 820)
Résultat d'exploitation		25 509 809	12 137 857
Résultat financier	19	(4 795 742)	(2 589 049)
Résultat courant des entreprises intégrées		20 714 067	9 548 808
Résultat exceptionnel	20	(5 442 520)	(104 709)
Impôts sur les résultats	21	(6 073 902)	(2 943 400)
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		560 232	-
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1	(23 849 261)	(11 596 852)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(14 091 384)	(5 096 153)
Intérêts minoritaires		1 533 300	668 378
Résultat net (part du groupe)		(15 624 684)	(5 764 531)
Résultat par action		(0.11)	(0.04)
Résultat dilué par action		(0.11)	(0.04)

Annexe

1. Information préliminaire

La société Epsa Dev (« Société »), société mère du groupe EPSA (« Groupe »), est une société par actions simplifiée de droit français. Son siège social se situe 65 rue d'Anjou, à Paris (75008). La Société a été créée en juillet 2019 et la date de son premier exercice social de Epsa Dev était le 31 janvier 2020.

En raison du dépassement des seuils légaux, Epsa Dev a l'obligation d'établir des comptes consolidés.

Les présents comptes consolidés comprennent :

- Les états financiers au 31 janvier 2021 avec un comparatif au 31 janvier 2020, comprenant un bilan, un compte de résultat et un tableau des flux de trésorerie,
- Des annexes aux états financiers.

2. Activités, faits marquants de l'exercice, information comparative et présentation des états financiers

2.1. Activités

Le Groupe est un multi spécialiste international du conseil aux entreprises et aux organisations publiques. Le Groupe met son expertise au service des acteurs économiques et institutionnels afin de les aider à optimiser leurs processus achats internes et optimiser leurs postes de charges.

En France comme à l'étranger, la mission du Groupe est d'accompagner le développement de ses clients en s'appuyant sur ses savoir-faire complémentaires :

- Conseil en Optimisations des achats et des opérations
- Marketplace et externalisation des achats non stratégiques, dits de catégorie C,
- Conseil en Financement de l'innovation et en optimisation des charges sociales et fiscales.

2.2. Faits marquants de l'exercice

Acquisitions de l'exercice

5 sociétés ont été acquises au cours de l'exercice et consolidées en intégration globale. Les détails relatifs à ces acquisitions sont fournis dans le paragraphe 3.4 b) Variations du périmètre de consolidation et détermination des écarts d'acquisition en page 13.

Pour réaliser ces acquisitions, la société s'est essentiellement appuyée sur ses réserves de trésorerie et, de façon complémentaire, a sollicité un apport en compte courant de ses associés pour environ 4 060 milliers d'euros.

Rachat d'intérêts minoritaires

Le Groupe a procédé au cours de l'exercice au rachat des minoritaires dans les sociétés suivantes :

- Montvallon : rachat de 40% portant ainsi sa participation à 100% du capital de celle-ci.
- Strafi : rachat de 20% portant ainsi sa participation à 80% du capital de celle-ci.

- lli Financement : rachat de 22.10% portant ainsi sa participation à 80.10% du capital de celle-ci

Le montant total des rachat s'est élevé à 5 334 milliers d'euros.

Païement de compléments de prix

Le Groupe a versé des compléments de prix concernant les sociétés A2BM, Experbuy et Bloomoon pour un montant total de 3 225 milliers d'euros.

Souscription d'un Prêt Garanti d'Etat

Afin de pouvoir faire face de façon sécurisée à ses échéances et d'anticiper les effets négatifs de la crise sanitaire, le Groupe a souhaité procéder à la souscription d'un PGE de 19 000 milliers d'euros en Juillet 2020.

2.1. Information comparative et présentation des états financiers

Les sociétés acquises et leur date de première consolidation sont les suivantes :

Nom	Pourcentage acquis	Consolidée à partir du	Nombre de mois en consolidation
Ceode Consulting	51%	01/08/2020	6
Sogedev	50.1%	01/08/2020	6
Sogedev Rhône-Alpes	50.1%	01/08/2020	6
Sogedev Brazil	47.2%	01/08/2020	6
Ilceos	60%	15/11/2020	1,5

Ces sociétés contribuant au compte de résultat respectivement pour 6 mois et 1,5 mois d'activités et leurs actifs et passifs étant intégrés au bilan consolidé au 31 janvier 2021, la comparabilité des états financiers présentés de 2021 et 2020 est altéré. Par conséquent, l'impact de ces acquisitions au bilan et au compte de résultat consolidés 2021 est présenté dans le paragraphe 3.4 c) Impact des acquisitions de l'exercice sur le bilan et le résultat consolidés en page 14.

L'effet de ces acquisitions est présenté dans les annexes aux comptes consolidés dans une colonne spécifique « Entrée de périmètre ».

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

3.1. Déclaration de conformité

Le groupe EPSA établit ses comptes en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France, selon le règlement CRC 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et des établissements publics, et selon les règlements ultérieurs du Comité de la Réglementation Comptable qui ont modifié le règlement CRC 99-02.

3.2. Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe.

Lorsque le Groupe exerce une influence notable sur une société, les comptes de celle-ci sont mis en équivalence.

Lorsque le Groupe dispose d'un contrôle conjoint sur une société, les comptes de celle-ci sont intégrés aux comptes consolidés proportionnellement au contrôle détenu.

a. Application des méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles du règlement 99-02 sont appliquées comme suit :

Comptabilisation d'une provision pour engagements de retraite et assimilés

Le Groupe comptabilise les indemnités de fin de carrière conformément à la recommandation N° 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

Comptabilisation des contrats de location-financement

Le Groupe n'est pas concerné par cette méthode.

Comptabilisation des opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice

Le Groupe applique la méthode à l'avancement pour ces opérations.

Etalement des frais d'émission et primes de remboursement et d'émission des emprunts obligataires

Le Groupe n'est pas concerné par cette méthode.

Comptabilisation en résultat des écarts de conversion actif et passif monétaires libellés en devises.

Cette méthode est appliquée.

b. Elimination des opérations intragroupes

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

c. Opérations en devises

La devise de fonctionnement du Groupe est l'euro.

Etats financiers des filiales étrangères établis en devises

Les actifs et passifs des filiales étrangères y compris les écarts d'acquisition, dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis au cours de clôture.

Les produits et les charges de ces filiales sont convertis au cours moyen de l'exercice.

Les écarts qui résultent de ces modalités de conversion sont transférés directement au poste "Réserve de conversion" dans les capitaux propres consolidés.

Transactions en devises

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date d'opération puis sont converties au cours de change de clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion qui en résultent sont inscrits :

- Dans les autres charges d'exploitation quand ils se réfèrent à des opérations d'exploitation

- En gains ou pertes de change financiers quand ils se réfèrent à des opérations financières

Principaux taux de change utilisés

Les taux de change devise contre euro des sociétés en monnaie étrangère les plus significatives sont les suivants :

Devise contre euro	31 janvier 2021			31 janvier 2020		
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux d'ouverture	Taux de clôture	Taux moyen	Taux d'ouverture
Yuan renminbi chinois	0.128128	0.124649	0.130439	0.130439	0.129870	0.129853
Couronne suédoise	0.989020	0.099658	0.093661	0.093661	0.097087	0.096404
Dollar américain	0.823995	0.814930	0.904814	0.904814	0.862069	0.870474
Nouveau leu roumain	0.205128	0.205411	0.209253	0.209253	0.215054	0.211546
Franç Suisse	0.926097	0.925754	0.935104	-	-	-
Real brésilien	0.150222	0.156900	0.163348	-	-	-

3.3. Méthodes et règles d'évaluation

a) Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans des éléments d'actif et de passif identifiés lors de l'acquisition et valorisés à leur juste valeur.

Le coût d'acquisition correspond à l'addition du prix payé au vendeur et des frais accessoires, nets d'impôt, directement imputables à l'acquisition. Lorsque le contrat d'acquisition prévoit qu'un complément de prix sera versé postérieurement à l'acquisition, celui-ci est ajouté au coût d'acquisition initial dès lors que son versement est probable et que son montant peut être déterminé de façon fiable.

Suite à leurs comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition sont amortis ou non, comme suit :

- Les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation est limitée sont amortis sur une durée déterminée selon des critères techniques, économiques et juridiques propres à chaque acquisition. Si cette durée ne peut pas être déterminée de façon fiable, la durée d'amortissement applicable est de 10 ans
- Les écarts d'acquisition dont la durée d'utilisation n'est pas limitée ne sont pas amortis. Ils font en revanche l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice

Enfin, tout écart de montant entre un complément de prix versé ultérieurement à l'acquisition et l'estimation réalisée lors de l'acquisition engendre une correction de l'écart d'acquisition initial, quelque soit la date du versement du complément. Si l'écart d'acquisition est amorti, l'amortissement est corrigé retrospectivement, par le résultat de la période en cours.

b) Immobilisations incorporelles

Logiciels

Les logiciels acquis figurent au bilan pour leur valeur d'achat. Ils sont amortis linéairement sur une durée comprise entre 1 et 3 ans.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient, et amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur la durée probable d'utilisation.

Agencement et Installations générales	5 à 10 ans
Matériel outillage	2 à 10 ans
Matériel de transport	1 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans

d) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur nominale lorsqu'il s'agit de prêts, de créances, de dépôts et de cautionnement. Une dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur nette comptable.

e) Créances et dettes d'exploitation et hors exploitation

Les créances et les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances cédées à des sociétés d'affacturage sont déduites du poste clients quand le financement a été reçu de la société d'affacturage et que celle-ci ne dispose pas de possibilité de recours. Les créances cédées mais pour lesquelles le financement n'a pas encore été reçu sont maintenues dans le poste clients. Les dépôts de garanties versés aux sociétés d'affacturage sont comptabilisés en immobilisations financières.

Des provisions pour dépréciation sont constituées pour couvrir les risques de non recouvrement des créances dès lors que le remboursement apparaît compromis. Ces provisions sont déterminées statistiquement et individuellement lorsqu'un risque de non recouvrement est identifié.

f) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'achat ou de souscription. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur d'achat.

g) Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés et qui entraîneront probablement une sortie de fonds sans contrepartie, et dès lors qu'une estimation fiable de son montant peut être effectuée.

h) Chiffre d'affaires

Les prestations de services sont comptabilisées au compte de résultat de l'exercice auquel elles sont réalisées. Elles sont évaluées au montant de la contrepartie reçue ou à recevoir, hors taxes et sous déduction des rabais, remises et ristournes consentis aux clients.

Le chiffre d'affaire est enregistré selon la nature des contrats conclus avec les clients :

Prestations faisant l'objet d'une facturation au temps passé

Le chiffre d'affaires de ces prestations est comptabilisé au fur et à mesure que le service est rendu. Le revenu est évalué en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Prestations faisant l'objet d'un abonnement

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec ce prorata temporis.

Prestations faisant l'objet d'une rémunération au succès

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré à la réalisation de l'économie par le client conformément au partage prévu contractuellement. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas simultanée à la réalisation des économies par le client.

A la livraison du matériel

Le chiffre d'affaires relatif aux livraisons de matériel est constaté lors du transfert des risques et avantages de l'objet de la vente à son client.

i) Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du Groupe.

Les loyers issus des contrats de location simple et location financement sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les contrats de location ne sont comptabilisés en tant qu'actif immobilisé que lorsqu'ils sont d'une valeur significative.

j) Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel regroupe les produits et les charges qui ne peuvent pas être affectés au résultat d'exploitation de par leur nature et qui ne sont pas amenés à se reproduire de manière habituelle.

Les plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations, les coûts de restructuration, les condamnations ou les gains éventuels suite à des litiges, ainsi que la variation des provisions afférentes aux éléments ci-avant font notamment partie du résultat exceptionnel.

Les produits et les charges sur exercices antérieurs sont comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

k) Résultat par action

Les résultats par action et dilué par action sont déterminés selon les méthodes prescrites par l'avis n°27 de l'ordre des experts comptables.

Le résultat par action est établi en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est établi en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice, ajusté de l'impact maximal des instruments dilutifs en actions ordinaires en circulation.

l) Impôts différés

Le Groupe comptabilise les impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé, ainsi qu'en cas de présence de report déficitaire.

Lorsque leur récupération est ou devient incertaine du fait du caractère déficitaire des filiales concernées, les impôts différés sont décomptabilisés

Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et qui est applicable à la période de renversement des différences temporaires.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés au niveau de chaque entité fiscale.

3.4. Périmètre de consolidation et dates de clôture comptable

a) Description du périmètre

Du fait des pourcentages de détention rappelés ci-dessous, toutes les filiales incluses dans le périmètre de consolidation au 31 janvier 2021 sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

	31 janvier 2021		31 janvier 2020		Pays	Date de clôture comptable
	Méthode de consolidation	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% d'intérêt		
EPSA DEV	Société mère	100.00	Société mère	100.00	France	31 janvier
<u>Sous-groupe EPSA International</u>						
EPSA INTERNATIONAL ⁽⁴⁾	-	-	IG	100.00	France	31 janvier
EPSA	IG	100.00	IG	100.00	France	31 janvier
UNIDEAL ⁽⁴⁾	IG	100.00	IG	100.00	France	31 janvier
STF ⁽⁴⁾	IG	100.00	IG	100.00	France	31 janvier
EPSA MARKETPLACE	IG	100.00	IG	100.00	France	31 janvier
7 PARTNERS	IG	100.00	IG	100.00	France	31 janvier
AIR REFUND SUISSE	IG	70.00	IG	70.00	Suisse	31 décembre
AIR REFUND SPAIN	IG	70.00	IG	70.00	Espagne	31 décembre
AGRIATE	IG	51.20	IG	51.20	France	31 décembre
MONTVALLON	IG	100.00	IG	60.00	France	31 décembre
BUYPRO SPAIN	IG	65.00	IG	65.00	Espagne	31 janvier
BUYPRO MAROC	IG	65.00	IG	65.00	Maroc	31 janvier
A2BM LUXEMBOURG	IG	100.00	IG	100.00	Luxembourg	30 septembre
A2BM FRANCE	IG	100.00	IG	100.00	France	31 janvier
EXPERBUY FRANCE	IG	100.00	IG	100.00	France	31 janvier
BUYZEWAY	IG	100.00	IG	100.00	France	31 janvier
MULTIPARTS	IG	100.00	NC	-	Etats-Unis	31 janvier
EXPERBUY ALLEMAGNE	IG	100.00	IG	100.00	Allemagne	31 décembre
EXPERBUY SUEDE	IG	100.00	IG	100.00	Suède	31 décembre
EXPERBUY USA	IG	100.00	IG	100.00	Etats-Unis	31 décembre
EXPERBUY ROUMANIE	IG	100.00	IG	100.00	Roumanie	31 décembre
EXPERBUY CHINE	IG	100.00	IG	100.00	Chine	31 décembre
EXPERBUY HONG-KONG	IG	100.00	IG	100.00	Hong-Kong	31 décembre
EXPERBUY SINGAPOUR	IG	100.00	IG	100.00	Singapour	31 décembre
EXPERBUY BELGIQUE	IG	100.00	IG	100.00	Belgique	31 décembre
EXPERBUY KOREA ⁽¹⁾	IG	100.00	NC	-	Corée du sud	31 décembre
EXPERBUY MALAYSIA ⁽²⁾	IG	100.00	NC	-	Malaisie	31 janvier
EXPERBUY AUSTRALIA ⁽²⁾	IG	100.00	NC	-	Australie	31 janvier
EXPERBUY SPAIN ⁽²⁾	IG	100.00	NC	-	Espagne	31 décembre
FIN FV ⁽²⁾	MEE	37.50	NC	-	France	30 juin

IG : Intégration Globale ; IP : Intégration Proportionnelle ; MEE : Mise En Equivalence ; NC : Non Consolidée

	31 janvier 2021		31 janvier 2020		Pays	Date de clôture comptable
	Méthode de consolidation	% d'intérêt	Méthode de consolidation	% d'intérêt		
FIN FV ⁽²⁾	MEE	37.50	NC	-	France	30 juin
FINOVATIS ⁽²⁾	MEE	37.50	NC	-	France	30 juin
STRAFI	IG	80.00	IG	60.00	France	31 décembre
STRAFI INVEST	IG	80.00	IG	60.00	France	31 décembre
EPSA MARKETPLACE ITALY ⁽²⁾	IG	100.00	NC	-	Italy	31 janvier
EPSA BELGIUM ⁽¹⁾	IG	100.00	-	-	Belgique	31 janvier
EPSA GROWTH ⁽¹⁾	IG	100.00	-	-	France	31 janvier
III FINANCEMENT	IG	80.10	IG	58.00	France	30 juin
CEODE CONSULTING ⁽³⁾	IG	51.00	-	-	France	31 octobre
ILCEOS ⁽³⁾	IG	60.00	-	-	France	31 juillet
<u>Sous-groupe PSG</u>						
PSG GERMANY	IG	100.00	IG	100.00	Allemagne	31 décembre
PSG CH	IG	100.00	IG	100.00	Suisse	31 décembre
PERKUBATOR	IG	100.00	IG	100.00	Allemagne	31 décembre
<u>Sous-groupe BLOOMOON</u>						
BLOOMOON	IG	100.00	IG	100.00	France	31 décembre
REI ⁽⁴⁾	-	-	IG	100.00	France	31 décembre
ILIUM ⁽⁴⁾	-	-	IG	100.00	France	31 décembre
<u>Sous-groupe SOGEDEV</u>						
SOGEDEV ⁽³⁾	IG	50.10	-	-	France	31 décembre
SOGEDEV RHONES-ALPES ⁽³⁾	IG	50.10	-	-	France	31 décembre
SOGEDEV BRAZIL ⁽³⁾	IG	47.20	-	-	Brésil	31 décembre

IG : Intégration Globale ; IP : Intégration Proportionnelle ; MEE : Mise En Equivalence ; NC : Non Consolidée

⁽¹⁾ Société créée au cours de l'exercice

⁽²⁾ Société détenue mais non consolidée au 31 janvier 2020

⁽³⁾ Société acquise dans l'exercice

⁽⁴⁾ Société absorbée par sa mère au cours de l'exercice

b) Variations du périmètre de consolidation et détermination des écarts d'acquisition

Les acquisitions de l'exercice ainsi que le changement de méthode de consolidation du groupe Finovatis de Non Consolidé à Mise En Equivalence ont conduit à comptabiliser des écarts d'acquisition positifs de 6 912 milliers d'euros, déterminés comme suit :

En euros		Groupe Finovatis	Groupe Sogedev	Ceode Consulting	Ilceos	TOTAL
Prix d'acquisition des titres de participation		1 122 869	4 826 925	909 133	3 471 154	10 330 081
Engagement d'achat estimé		-	-	-	-	-
Frais accessoires d'acquisition, net d'impôt		-	27 907	-	-	27 907
Coût d'acquisition des titres de participation	A	1 122 869	4 854 832	909 133	3 471 154	10 357 988
Capitaux propres de la société acquise en date d'acquisition (hors intérêts minoritaires directs)		(703 901)	4 008 559	1 858 933	1 255 431	6 419 022
Quote-part acquise		37.5%	50.1%	51.0%	60.0%	
Quote-part des capitaux propres acquis	B	(263 963)	2 008 288	948 056	753 259	3 445 640
Écarts d'acquisition	A - B	1 386 832	2 846 544	(38 923)	2 717 895	6 912 348

Conformément au principe décrit dans le paragraphe 3.3 a) Ecart d'acquisition en page 8, une analyse a été menée afin de déterminer la durée d'amortissement des écarts d'acquisition.

Ainsi, étant donné la complexité des activités acquises, une durée fiable d'amortissement des écarts d'acquisition n'a pas pu être déterminée. Par conséquent, ces amortissements sont amortis sur une durée forfaitaire de 10 ans.

Les sommes décaissées au cours de l'exercice relativement aux variations de périmètre et présentées dans le tableau des flux de trésorerie sur la ligne « Acquisition de titres consolidés, net de la trésorerie acquise » sont les suivantes :

En euros	2020/2021	2019/2020
Prix d'acquisition des titres de participation	(15 134 862)	(104 746 589)
Frais accessoires d'acquisition	(43 290)	(4 493 574)
Différés de paiement	(3 439 606)	706 565
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	8 712 599	17 517 438
Acquisition de titres consolidés, net de la trésorerie acquise	(9 905 159)	(91 016 160)

c) Impact des acquisitions de l'exercice sur le bilan et le résultat consolidés

Bilan consolidé

Le bilan des sociétés acquises en cours d'exercice est présenté ci-dessous :

En euros	Groupe Sogedev	Ceode Consulting	Ilceos	TOTAL
Immobilisations incorporelles	108 781	-	1 507	110 288
Immobilisations corporelles	365 628	3 418	32 620	401 666
Immobilisations financières	254 100	11 880	30 854	296 834
Actif immobilisé	728 509	15 298	64 981	808 788
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances d'exploitation	5 406 880	696 672	362 983	6 466 535
Créances hors exploitation	725 976	3 419	151 802	881 197
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 187 458	3 782 719	1 703 601	8 673 778
Charges constatées d'avance	44 692	3 349	-	48 041
Actif circulant	9 365 006	4 486 159	2 218 386	16 069 551
Total de l'actif	10 093 515	4 501 457	2 283 367	16 878 339

En euros	Groupe Sogedev	Ceode Consulting	Ilceos	TOTAL
Total Capitaux propres	3 958 671	1 858 933	1 255 431	7 073 035
Provisions pour risques et charges	12 016	1 272	251 174	264 462
Emprunts et dettes financières	2 239 525	5 119	450 018	2 694 662
Dettes d'exploitation	2 765 406	204 069	228 452	3 197 927
Dettes hors exploitation	1 117 897	2 432 064	98 292	3 648 253
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Dettes	6 122 828	2 641 252	776 762	9 540 842
Total du passif	10 093 515	4 501 457	2 283 367	16 878 339

Compte de résultat consolidé

Les entités acquises contribuent au chiffre d'affaires consolidé à hauteur de 7 170 milliers d'euros et au résultat net (part du groupe) consolidé à hauteur de 1 028 milliers d'euros, après amortissement des écarts d'acquisition. L'amortissement des écarts d'acquisition les concernant est une charge de 137 milliers d'euros.

d) Information proforma

Les sociétés acquises au cours de l'exercice contribuent au compte de résultat du Groupe depuis les dates indiquées au paragraphe 2.1 Information comparative et présentation des états financiers en page 6.

Si elles avaient été acquises le 1er février 2020, compte tenu de l'amortissement des écarts d'acquisition, le chiffre d'affaires consolidé et le résultat net de l'ensemble consolidé auraient été respectivement de 590 027 milliers d'euros et une perte de 14 690 milliers d'euros.

4. Notes sur les postes du bilan

Note 1) Ecart d'acquisition

En euros	Durée amort.	31 janvier 2020	Entrée de périmètre	Rachats d'intérêts minoritaires	Augmentation / Amortissement	Reclassement	31 janvier 2021
EPSA Dev		210 655 793	-	1 474 163	-	-	212 129 956
Groupe PSG		12 862 810	-	(495 470)	-	-	12 367 340
Groupe Bloomoon		1 511 070	-	93 000	-	-	1 604 070
III Financement		6 907 405	-	4 140 988	-	-	11 048 393
Groupe Finovatis		-	1 386 832	-	-	-	1 386 832
Ceode Consulting		-	(38 923)	-	-	38 923	-
Groupe Sogedev		-	2 846 544	-	-	-	2 846 544
Ilceos		-	2 717 895	-	-	-	2 717 895
Valeurs brutes		231 937 078	6 912 348	5 212 681	-	38 923	244 101 030
EPSA Dev	10 ans	(10 532 787)	-	-	(21 194 056)	-	(31 726 843)
Groupe PSG	10 ans	(643 141)	-	-	(1 211 960)	-	(1 855 101)
Groupe Bloomoon	10 ans	(75 554)	-	-	(165 057)	-	(240 611)
III Financement	10 ans	(345 370)	-	-	(828 773)	-	(1 174 143)
Groupe Finovatis	10 ans	-	-	-	(312 037)	-	(312 037)
Ceode Consulting	Immédiat	-	-	-	38 923	(38 923)	-
Groupe Sogedev	10 ans	-	-	-	(142 327)	-	(142 327)
Ilceos	10 ans	-	-	-	(33 974)	-	(33 974)
Amortissements		(11 596 852)	-	-	(23 849 261)	(38 923)	(35 485 036)
EPSA Dev		200 123 006	-	1 474 163	(21 194 056)	-	180 403 113
Groupe PSG		12 219 669	-	(495 470)	(1 211 960)	-	10 512 239
Groupe Bloomoon		1 435 516	-	93 000	(165 057)	-	1 363 459
III Financement		6 562 035	-	4 140 988	(828 773)	-	9 874 250
Groupe Finovatis		-	1 386 832	-	(312 037)	-	1 074 795
Ceode Consulting		-	(38 923)	-	38 923	-	-
Groupe Sogedev		-	2 846 544	-	(142 327)	-	2 704 217
Ilceos		-	2 717 895	-	(33 974)	-	2 683 921
Valeurs nettes		220 340 226	6 912 348	5 212 681	(23 849 261)	-	208 615 994

Les calculs des nouveaux écarts d'acquisition sont fournis dans le paragraphe 3.4 b) Variations du périmètre de consolidation et détermination des écarts d'acquisition en page 13.

Les écarts d'acquisition présentés dans le tableau ci-dessus ont amortis sur une durée de 10 ans.

Note 2) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se répartissent comme suit :

En euros	31 janvier 2020	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	31 janvier 2021
Concessions, brevets et droits similaires	4 007 175	86 468	999 496	(106 883)	1 775	4 988 031
Autres immobilisations incorporelles	323 110	1 500	133 057	-	(12 730)	444 937
Immobilisations incorporelles en cours	743 421	22 320	173 464	-	-	939 205
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	4 500	-	17 995	-	-	22 495
Valeurs brutes	5 078 206	110 288	1 324 012	(106 883)	(10 955)	6 394 668
Amortissement des concessions, brevets et droits similaires	(610 527)	-	(1 331 062)	70	(2 521)	(1 944 040)
Amortissements des autres immobilisations incorporelles	(49 738)	-	(144 032)	-	11 520	(182 250)
Amortissements	(660 265)	-	(1 475 094)	70	8 999	(2 126 290)
Concessions, brevets et droits similaires	3 396 648	86 468	(331 566)	(106 813)	(746)	3 043 991
Autres immobilisations incorporelles	273 372	1 500	(10 975)	-	(1 210)	262 687
Immobilisations incorporelles en cours	743 421	22 320	173 464	-	-	939 205
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	4 500	-	17 995	-	-	22 495
Valeurs nettes	4 417 941	110 288	(151 082)	(106 813)	(1 956)	4 268 378

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de logiciels.

Aucune immobilisation incorporelle n'est louée par un contrat de location-financement.

Note 3) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se répartissent comme suit :

En euros	31 janvier 2020	Entrée de périmètre	Augmentation	Diminution	Reclassement	Ecart de conversion	31 janvier 2021
Agencements et aménagements des terrains	1 614	-	-	-	(1 614)	-	-
Constructions	1 602	-	-	-	372	(233)	1 741
Installations techniques, matériel et outillage	822 229	-	216 410	2 419	(2 419)	-	1 038 639
Autres immobilisations corporelles	853 265	401 666	405 979	(58 459)	44 193	(2 558)	1 644 086
Immobilisations corporelles en cours	43 296	-	-	-	(42 500)	(796)	-
Valeurs brutes	1 722 006	401 666	622 389	(56 040)	(1 968)	(3 587)	2 684 465,88
Amortissements des agencements et aménagements de terrains	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements des constructions	139	-	(676)	-	(443)	233	(747)
Amortissements des installations techniques, matériel & outillage	(140 844)	-	(323 409)	(2 419)	2 419	-	(464 253)
Amortissements des autres immobilisations corporelles	(173 984)	-	(328 034)	43 619	(9)	1 771	(456 637)
Amortissements	(314 689)	-	(652 119)	41 200	1 967	2 004	(921 637)
Agencements et aménagements des terrains	1 614	-	-	-	(1 614)	-	-
Constructions	1 741	-	(676)	-	(71)	-	994
Installations techniques, matériel et outillage	681 385	-	(106 999)	-	-	-	574 386
Autres immobilisations corporelles	679 281	401 666	77 945	(14 840)	44 183	(787)	1 187 448
Immobilisations corporelles en cours	43 296	-	-	-	(42 500)	(796)	-
Valeurs nettes	1 407 317	401 666	(29 730)	(14 840)	(2)	(1 583)	1 762 828

Aucune immobilisation corporelle n'est louée par un contrat de location-financement.

Note 4) Titres de participations non consolidées et créances rattachées

En euros	Valeurs brutes	Dépréciations	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Titres de participations non consolidées	3 699 947	-	3 699 947	4 805 065
Dividendes à recevoir	3 227	-	3 227	12 497
Créances rattachées à des participations non consolidées	7 989	-	7 989	470 677
Intérêts courus sur créances rattachées	-	-	-	8 553
Titres de participations non consolidées et créances rattachées	3 711 163	-	3 711 163	5 296 792

Au 31 janvier 2021 comme au 31 janvier 2020, les dividendes à recevoir sont d'échéance inférieure à 1 an.

La réduction des titres de participations non consolidées est notamment due au groupe Finovatis consolidé selon la méthode de la mise en équivalence à partir du 1^{er} février 2021.

Au 31 janvier 2021, les caractéristiques des participations non consolidées sont détaillées ci-dessous :

En euros	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	% de détention	Capitaux propres	Résultat de l'exercice
Dhatim	2 516 074	-	2 516 074	13.60%	NS	NS
Enoptea	1 019 928	-	1 019 928	30.27%	NS	NS
Hiveo	130 065	-	130 065	19.50%	NS	NS
Epsa Deutschland	28 500	-	28 500	100.00%	NS	NS
Epsa Deutschland Holding	5 380	-	5 380	100.00%	NS	NS
Titres de participations non consolidées	3 699 947	-	3 699 947			

Leurs caractéristiques étaient les suivantes au 31 janvier 2020 :

En euros	Valeurs brutes	Dépréciations	Valeurs nettes	% de détention	Capitaux propres	Résultat de l'exercice
Dhatim	2 516 074	-	2 516 074	13.60%	NS	NS
Fin FV	1 122 869	-	1 122 869	37.50%	NS	NS
Enoptea	1 019 928	-	1 019 928	30.27%	NS	NS
Hiveo	130 065	-	130 065	19.50%	NS	NS
BuyPro Italie	13 128	-	13 128	100.00%	NS	NS
Experbuy Espagne	3 000	-	3 000	100.00%	NS	NS
Autres	1	-	1	100.00%	NA	NA
Titres de participations non consolidées	4 805 065	-	4 805 065			

Note 5) Immobilisations financières

En euros	Valeurs brutes	Dépréciations	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Titres immobilisés	515	-	515	13 767
Prêts	25 367	-	25 367	-
Dépôts et cautionnements versés	2 153 495	(36 280)	2 117 215	2 173 782
Autres créances immobilisées	16 365	-	16 365	-
Prêts, cautionnements et autres créances	404 679	-	404 679	445 352
Immobilisations financières	2 600 421	(36 280)	2 564 141	2 632 901

Au 31 janvier 2021 comme au 31 janvier 2020, les dépôts et cautionnements versés ainsi que les prêts sont d'échéances comprises entre un et cinq ans.

Les dépôts et cautionnements versés comprennent notamment les dépôts de garantie versés aux sociétés d'affacturage pour 1 454 milliers d'euros (1 829 milliers d'euros en 2020).

Note 6) Stocks et en-cours

En euros	Valeurs brutes	Dépréciations	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Marchandises	1 750 425	(26 712)	1 723 713	2 102 848
Stocks et en-cours	1 750 425	(26 712)	1 723 713	2 102 848

Au 31 janvier 2020, les stocks de marchandises étaient dépréciés à hauteur de 30 610 euros.

Note 7) Créances d'exploitation

En euros	Valeurs brutes	Dépréciations	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Avances et acomptes versés sur commandes	11 286 167	-	11 286 167	10 644 478
Clients et comptes rattachés	101 237 580	(3 921 129)	97 316 451	119 247 286
Créances sur personnel et organismes sociaux	319 967	-	319 967	593 445
Créances fiscales hors impôt sur les sociétés	9 969 932	-	9 969 932	7 754 466
Créances d'exploitation	122 813 646	(3 921 129)	118 892 517	138 239 675

Au 31 janvier 2021, les créances cédées à des sociétés d'affacturage s'élèvent 14 422 milliers d'euros (19 041 milliers d'euros au 31 janvier 2020), dont 7 302 milliers d'euros (11 034 milliers d'euros au 31 janvier 2020) non encore financées sont maintenues au poste « Clients et comptes rattachés ».

Au 31 janvier 2020, les clients et comptes rattachés étaient dépréciés à hauteur de 1 941 milliers d'euros.

Les créances fiscales hors impôts sur les sociétés correspondent principalement à des soldes débiteurs de TVA.

Note 8) Créances hors exploitation

En euros	Valeurs brutes	Dépréciations	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Impôts différés actif	5 335 377	-	5 335 377	3 408 600
Etat, impôts sur les bénéfices	5 084 736	-	5 084 736	304 275
Créances sur cessions d'actifs	-	-	-	569
Autres créances	9 327 451	-	9 327 451	664 792
Créances hors exploitation	19 747 564	-	19 747 564	4 378 236

Au 31 janvier 2021 comme au 31 janvier 2020, les créances hors exploitation sont d'échéance inférieure à un an, hors impôts différés actif.

Note 9) Trésorerie

En euros	Valeurs brutes	Dépréciations	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Valeurs mobilières de placement	73 109	(30 613)	42 496	62 407
Disponibilités	43 543 113	-	43 543 113	23 916 932
Trésorerie et équivalents de trésorerie (actif)	43 616 222	(30 613)	43 585 609	23 979 339
Concours bancaires courants (passif)	452 092	-	452 092	1 115 554
Trésorerie nette	43 164 130	(30 613)	43 133 517	22 863 785

Note 10) Capitaux propres

En euros	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Réserve de conversion	Résultat	Capitaux propres - Part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres Totaux
27 juillet 2019	14 774 407	132 969 659	-	-	-	147 744 066	-	147 744 066
Résultat 2019/2020	-	-	-	-	(5 764 531)	(5 764 531)	668 378	(5 096 153)
Ecart de conversion	-	-	-	4 066	-	4 066	940	5 006
Rachats d'intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	3 092	3 092
Entrée de périmètre	-	-	-	-	-	-	746 278	746 278
Autres mouvements	-	-	(216)	-	-	(216)	-	(216)
31 janvier 2020	14 774 407	132 969 659	(216)	4 066	(5 764 531)	141 983 385	1 418 688	143 402 073
Affectation du résultat 2019/2020	-	(2 407 955)	(3 356 576)	-	5 764 531	-	-	-
Augmentation de capital	89 610	806 486	-	-	-	896 096	-	896 096
Résultat 2020/2021	-	-	-	-	(15 624 684)	(15 624 684)	1 533 300	(14 091 384)
Ecart de conversion	-	-	-	22 236	-	22 236	41 023	63 259
Rachats d'intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	-	(719 499)	(719 499)
Entrée de périmètre	-	-	-	-	-	-	3 363 433	3 363 433
Autres mouvements	-	-	(1 086)	(66)	-	(1 152)	(216)	(1 368)
31 janvier 2021	14 864 016	131 368 190	(3 357 878)	26 236	(15 624 684)	127 275 880	5 636 730	132 912 610

Au 31 janvier 2021, le capital de EPSA DEV est de 14 864 016,10 euros. Il est composé de 54 620 353 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune et de 94 019 808 ADP d'une valeur nominale de 0,10 chacune.

Note 11) Provisions pour risques et charges

En euros	31 janvier 2020	Entrée de périmètre	Dotation	Reprises utilisées	Ecart de conversion	31 janvier 2021
Provisions pour litiges	139 700	-	359 633	(40 000)	-	459 333
Provisions pour garanties	-	246 087	75 371	(63 018)	-	315 333
Autres provisions pour risques	231 575	-	33 947	(24 939)	-	183 690
Provisions pour indemnités de fin de carrière	241 962	18 375	817	-	(601)	260 553
Autres provisions pour charges	26 001	-	-	-	-	26 001
Provisions pour risques et charges	639 238	264 462	469 768	(127 957)	(601)	1 244 910

Au 31 janvier 2021, les provisions pour litiges concernent essentiellement des litiges prud'homaux en cours.

Les provisions pour garanties concernent essentiellement des garanties clients dans le cadre des prestations de conseil délivrées.

Les autres provisions pour risques concernent un contrôle fiscal portant sur les exercices 2011, 2012, 2013 dont les conclusions de l'administration sont actuellement contestées par la société.

Les provisions pour indemnités de fin de carrière sont estimées selon les conventions collectives applicables aux différentes sociétés du Groupe et selon les hypothèses suivantes :

	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Taux d'actualisation	1,31%	1,31%
Taux de croissance des salaires	1,50%	1,50%
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Motif de départ en retraite	Initiative du salarié	Initiative du salarié

Note 12) Emprunts et dettes financières

En euros	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Emprunts auprès des établissements de crédit	126 473 451	112 073 046
Dépôts et cautionnements reçus	908 528	400 851
Autres emprunts et dettes assimilées	5 125 079	210 212
Intérêts courus sur emprunts	5 972	27
Concours bancaires courants	452 092	1 115 554
Emprunts et dettes financières	132 965 122	113 799 690

Principales caractéristiques des emprunts

Emprunts auprès des établissements de crédit

Les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés :

- Après d'un pool bancaire via différentes lignes d'un crédit syndiqué, par EPSA DEV, dont le capital restant dû s'élève à 104 750 000 euros
 - o En juillet 2019, un prêt d'un montant initial de 83 000 000 euros divisé en 2 tranches :
 - Une tranche A d'un montant initial de 29 000 000 euros, amortissable semestriellement et linéairement jusqu'en juillet 2025, à taux d'intérêt variable,
 - Une tranche B d'un montant initial de 54 000 000 euros, remboursable in fine en juillet 2026, à taux d'intérêt variable
 - o En juillet 2019, un prêt d'un montant initial de 7 500 000 euros, amortissable semestriellement et linéairement jusqu'en 2025, à taux d'intérêt variable

- En novembre 2019, un prêt d'un montant initial de 3 000 000 euros, amortissable annuellement et linéairement jusqu'en juillet 2025, à taux d'intérêt variable
- En novembre 2019, un prêt d'un montant initial de 18 500 000 euros, remboursable in fine en juillet 2026, à taux d'intérêt variable
- Après de différents établissements bancaires, différentes lignes de prêt amortissables souscrites :
 - par Bloomoon auprès de la Société Générale, pour un montant initial de 150 000 euros, amortissable jusqu'en 2022 et dont le capital restant dû au 31/01/2021 est de 45 809 euros
 - par Sogedev
 - auprès de la BPI pour un montant initial de 150 000 euros, amortissable jusqu'en Juillet 2022 et dont le capital restant dû au 31/01/2022 est de 45 000 euros
 - auprès de la BNP pour un montant initial de 337 000 euros amortissable jusqu'en Decembre 2026 et dont le capital restant dû au 31/12/2021 est de 259 653 euros
 - Auprès du Crédit Lyonnais, pour un montant initial de 600 000 euros, amortissable jusqu'en Janvier 2023 et dont le capital dû au 31/01/2021 de 199 559 euros
 - Auprès de divers autres établissements, pour un montant initial de 250 000 euros, amortissable jusqu'en Juillet 2022 et dont le capital restant dû au 31/01/2021 de 117 172 euros
 - par Sogedev RA
 - auprès de la HSBC pour un montant initial de 300 000 euros, amortissable jusqu'en Juin 2023 et dont le capital restant dû au 31/01/2022 est de 106 259 euros
- Auprès de différents établissements bancaires, différentes lignes de Prêt Garanti d'Etat (dit PGE) souscrites, pour 20 950 000 euros, essentiellement par Epsa DEV et dont la totalité reste due au 31/01/2021

Autres emprunts et dettes assimilées

Les autres emprunts et dettes assimilées sont essentiellement composés de compte-courants assimilés à des dettes financières, dont 4 926 milliers d'euros vis-à-vis d'une société rassemblant certains cadres dirigeants du Groupe.

Échéances des emprunts et dettes financières

31 janvier 2021	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	126 473 451	5 090 781	36 608 743	84 773 927
Dépôts et cautionnements reçus	908 528	-	908 528	-
Autres emprunts et dettes assimilées	5 125 079	-	5 125 079	-
Intérêts courus sur emprunts	5 972	5 972	-	-
Concours bancaires courants	452 092	452 092	-	-
Emprunts et dettes financières	132 965 122	5 548 845	42 642 350	84 773 927

31 janvier 2020	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	112 073 046	7 512 048	27 605 174	76 955 824
Dépôts et cautionnements reçus	400 851	-	400 851	-
Autres emprunts et dettes assimilées	210 212	-	210 212	-
Intérêts courus sur emprunts	27	27	-	-
Concours bancaires courants	1 115 554	1 115 554	-	-
Emprunts et dettes financières	113 799 690	8 627 629	28 216 237	76 955 824

Note 13) [Dettes d'exploitation](#)

En euros	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Dettes fournisseurs	98 788 489	107 499 336
Avances, acomptes reçus sur commandes	521 070	1 728 927
Dettes sociales	7 650 462	6 516 220
Dettes fiscales hors impôt sur les sociétés	22 156 144	22 211 703
Dettes d'exploitation	129 116 165	137 956 186

Au 31 janvier 2021 comme au 31 janvier 2020, les dettes d'exploitation sont essentiellement d'échéance inférieure à un an.

Les dettes fiscales hors impôts sur les sociétés correspondent principalement à des soldes débiteurs de TVA.

Note 14) [Dettes hors exploitation](#)

En euros	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Impôts différés passif	556 299	201 761
Etat, impôts sur les bénéfices	4 219 204	3 214 090
Compléments de prix et engagement d'achat d'intérêts minoritaires	-	2 850 225
Dettes sur acquisition d'immobilisations	17 184	606 565
Autres dettes	5 029 729	970 056
Charges à payer	254 820	199 084
Dettes hors exploitation	10 077 236	8 041 781

Au 31 janvier 2021 comme au 31 janvier 2020, les dettes hors exploitation sont d'échéance inférieure à un an, sauf les impôts différés passif.

5. Notes sur les postes du compte de résultat

Note 15) Chiffre d'affaires

En euros	2020/2021	2019/2020
Ventes de marchandises	120 984 117	79 810 468
Production vendue de biens	1 768 486	1 256 998
Production vendue de services	457 065 242	210 927 805
Produits des activités annexes	959 041	696 347
Rabais, remises et ristournes accordés	(17 891)	(92 588)
Chiffre d'affaires	580 758 995	292 599 030

Note 16) Autres produits d'exploitation

En euros	2020/2021	2019/2020
Production immobilisée	590 205	763 000
Subventions d'exploitation	87 493	67 217
Reprises de provisions risques et charges d'exploitation	96 893	-
Reprise de provision pour indemnités de fin de carrière	-	10 944
Reprises des provisions pour dépréciations des actifs circulants	308 517	133 768
Transferts de charges d'exploitation	172 083	39 570
Autres produits	50 047	15 148
Autres produits d'exploitation	1 305 238	1 029 647

Note 17) Charges de personnel et effectifs

En euros	2020/2021	2019/2020
Rémunération du personnel	(37 757 099)	(15 548 023)
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	(12 514 755)	(5 595 852)
Participation des salariés	(70 892)	-
Autres charges de personnel	(312 386)	(285 480)
Charges de personnel	(50 655 132)	(21 429 355)

Les effectifs moyens se répartissent comme suit :

	2020/2021	2019/2020
Cadres	507	399
Techniciens et agents de maîtrise	134	91
Employés	215	177
Effectif moyen total	856	667

Note 18) Dotations aux amortissements et aux provisions

En euros	2020/2021	2019/2020
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(1 407 289)	(703 618)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(607 179)	(233 742)
Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	(71 933)	-
Dotations aux provision pour engagements de fin de carrière	(817)	(75 004)
Dotations aux provisions pour dépréciations des actifs circulants	(811 441)	(121 264)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(2 898 659)	(1 133 628)

Note 19) Résultat financier

En euros	2020/2021	2019/2020
Dividendes des autres participations	-	10
Revenus des créances rattachées à des participations	5 115	60
Revenus des valeurs mobilières de placement	16 365	-
Reprise des provisions pour risques et charges financiers	24 939	3 560
Gains de change	1 060 725	345 295
Produits nets sur cession de VMP	197	-
Autres produits financiers	273 888	37 418
Produits financiers	1 381 229	386 343
Intérêts sur emprunts	(4 573 308)	(2 515 733)
Moins-value sur cession de titres de participation non consolidées	(33 278)	(37 885)
Pertes de change	(1 349 318)	(387 807)
Autres charges financières	(39 364)	(32 937)
Dotations aux provisions pour risques et charges financiers	(143 580)	(1 030)
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	(38 123)	-
Charges financières	(6 176 971)	(2 975 392)
Résultat financier	(4 795 742)	(2 589 049)

Note 20) Résultat exceptionnel

En euros	2020/2021	2019/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	268 031	483 668
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	6 131	5 167
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	1	2 500
Produits de cession d'immobilisations corporelles	15 235	-
Autres produits exceptionnels	135 074	187 220
Reprises des provisions exceptionnelles pour risques et charges	6 125	-
Reprises des provisions exceptionnelles pour dépréciations des actifs circulants	-	103 988
Produits exceptionnels	430 597	782 543
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(3 738 323)	(449 456)
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(736 891)	(14 995)
Valeur nette comptable des immobilisations incorporelles cédées	(66 814)	-
Valeur nette comptable des immobilisations corporelles cédées	(14 839)	(410)
Autres charges exceptionnelles	(4 794)	(362 275)
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	(112 745)	(8 872)
Dotations aux provisions exceptionnelles pour risques et charges	(253 438)	(1 350)
Dotations aux provisions exceptionnelles pour dépréciations des actifs circulants	(84 503)	(49 894)
Dotations aux provisions exceptionnelles pour dépréciations	(860 770)	-
Charges exceptionnelles	(5 873 117)	(887 252)
Résultat exceptionnel	(5 442 520)	(104 709)

Exercice 2020/2021

Le résultat exceptionnel de l'exercice clos au 31/01/2021 correspond principalement à la prise en compte dans les comptes consolidés d'opérations comptabilisées dans les comptes sociaux d'entités (i) dont le fait générateur est antérieur à la date d'acquisition de ces entités par le groupe (ii) dont le fait générateur est relatif à un alignement des méthodes comptables permis par une opération de fusion sur l'exercice (iii) dont le fait générateur de la charge est relatif à une opération d'acquisition sur l'année en cours et (iv) marginalement à l'effet du décalage de date de clôture de certaines filiales avec celle de la société mère du groupe.

Les produits et les charges exceptionnelles sur exercices antérieurs sont relatifs à la comptabilisation dans les comptes consolidés d'opérations issues des comptes sociaux des exercices précédents (746 K€), provenant essentiellement des comptes sociaux d'Air Refund antérieurs à la date d'acquisition de la société par le Groupe Epsa.

Les dotations aux provisions exceptionnelles pour dépréciations concernent la société Epsa Marketplace, dont un risque de non recouvrement de créances fiscales nées antérieurement à 2018 ont été provisionnées en totalité pour un montant d'environ 860 K€.

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion correspondent essentiellement à l'alignement des méthodes comptables entre les différentes sociétés françaises de l'activité Marketplace désormais réunies sous une seule entité, Epsa Marketplace et relatives aux comptes sociaux antérieurs à la date d'acquisition des sociétés concernées pour près de 3 111 K€.

Les autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion et les dotations aux provisions exceptionnelles pour risque et charges sont principalement relatives aux frais pour opérations M&A et à la comptabilisation de litiges sociaux.

Exercice 2019/2020

Les produits et les charges exceptionnelles sur exercices antérieurs correspondent principalement à la prise en compte dans les comptes consolidés d'opérations comptabilisées dans les comptes sociaux lors des exercices précédents, après la clôture des comptes consolidés, et dans une moindre mesure à l'effet du décalage de date de clôture de certaines filiales avec celle de la société mère du groupe.

Les autres produits exceptionnels comprennent notamment l'extourne de 2 compléments de prix provisionnés antérieurement à 2016 par des entités acquises par le groupe et non versés.

Les produits exceptionnels sur opérations de gestion correspondent à l'apurement de soldes bilantiels remontant à plusieurs exercices et notamment sur Experbuy à hauteur de 143 milliers d'euros.

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion correspondent notamment à l'apurement de soldes bilantiels remontant à plusieurs exercices à hauteur de 394 milliers d'euros (pour une contrepartie sensiblement égale en produits exceptionnels), à la comptabilisation de litiges sociaux pour 165 milliers d'euros (dont 120 K€ réglés), à des frais pour opérations M&A sur la holding pour 129 milliers d'euros et à la résolution d'un litige fiscal pour 94 milliers d'euros.

Les autres charges exceptionnelles correspondent à la contrepartie des autres produits exceptionnels et à la résolution des litiges relatifs aux départs des dirigeants cédants de Salamander.

Note 21) Impôts sur les résultats

Réconciliation entre l'impôt théorique et l'impôt comptabilisé :

En euros		2020/2021	2019/2020
Résultat net de l'ensemble consolidé	A	(14 091 384)	(5 096 153)
Charge d'impôt comptabilisée ⁽¹⁾	B	(6 073 902)	(2 943 400)
Résultat consolidé avant impôt	A - B	(8 017 482)	(2 152 753)
Taux du Groupe		28.00%	31.00%
Produit d'impôt théorique		2 244 895	667 353
Effet des taux d'impôt appliqués à l'étranger		(424 964)	42 046
Résultat des sociétés mises en équivalence		156 865	-
Amortissement des écarts d'acquisition		(6 677 793)	(3 595 024)
Non activation ou désactivation des impôts différés sur filiale déficitaire		(208 254)	(17 448)
Activation d'impôts différés relatifs à des exercices antérieurs		(488 885)	71 703
Effets du taux d'impôt réduit et de la contribution additionnelle		-	(47 561)
Effet du changement de taux pour les impôts différés en France (28% à 25%)		(322 618)	-
Autres différences permanentes		(353 148)	(64 469)
Charge d'impôt comptabilisée		(6 073 902)	(2 943 400)
(1) Dont impôt courant		(7 685 913)	(3 542 897)
Dont impôt différé		1 612 011	599 497

Les impôts différés se décomposent de la manière suivante :

En euros	31 janvier 2020	Entrée de périmètre	Variation résultat	Ecart de conversion	Reclassement	Fusion interne	31 janvier 2021
Impôts différés actif	3 408 600	(22 457)	1 966 549	(28 124)	-	10 809	5 335 377
Impôts différés passif	201 761	-	354 538	-	-	-	556 299
Impôts différés au bilan	3 206 839	(22 457)	1 612 011	(28 124)	-	10 809	4 779 078
Frais accessoires d'acquisition	1 285 269	-	(189 462)	-	-	10 853	1 106 660
Indemnités de fin de carrière	65 397	5 145	(4 999)	(127)	-	(44)	65 372
Déficits reportables	1 978 787	112 398	2 040 617	(27 997)	-	-	4 103 805
Ecarts d'évaluation	50 336	-	(4 576)	-	-	-	45 760
Autres	(172 950)	(140 000)	(229 569)	-	-	-	(542 519)
Impôts différés par nature	3 206 839	(22 457)	1 612 011	(28 124)	-	10 809	4 779 078

6. Information sectorielle

Note 22) [Information sectorielle géographique](#)

31 janvier 2021	TOTAL	France	Reste du monde
Ecarts d'acquisition	207 541 199	191 640 822	15 900 377
Immobilisations incorporelles	4 268 378	2 383 321	1 885 057
Immobilisations corporelles	1 762 828	1 113 481	649 347
Titres de participations non consolidées et créances rattachées	4 834 032	4 834 032	-
Immobilisations financières	2 564 141	2 377 593	186 548
Chiffre d'affaires	580 758 995	189 552 502	391 206 493
Résultat d'exploitation	25 509 809	7 105 229	18 404 580

31 janvier 2020	TOTAL	France	Reste du monde
Ecarts d'acquisition	220 340 226	208 120 557	12 219 669
Immobilisations incorporelles	4 417 941	2 189 965	2 227 976
Immobilisations corporelles	1 407 317	676 388	730 929
Titres de participations non consolidées et créances rattachées	5 296 792	5 196 931	99 861
Immobilisations financières	2 632 901	2 318 300	314 601
Chiffre d'affaires	292 599 030	138 403 254	154 195 776
Résultat d'exploitation	12 137 857	10 140 604	1 997 254

Note 23) Information sectorielle par activité

31 janvier 2021	TOTAL	Conseil Operation et Procurement	Market Place	Optimisation Tax et Innovation	Autres
Ecarts d'acquisition	208 615 994	39 269 668	39 240 363	130 105 963	-
Immobilisations incorporelles	4 268 378	1 146 965	2 102 674	1 001 745	16 994
Immobilisations corporelles	1 762 828	241 129	735 068	786 631	-
Titres de participations non consolidées et créances rattachées	3 711 163	-	11 216	0	3 699 947
Immobilisations financières	2 564 141	187 107	1 555 369	527 175	294 490
Chiffre d'affaires	580 758 995	31 318 540	516 524 252	32 916 203	-
Résultat d'exploitation	25 509 809	6 195 529	9 702 939	9 611 341	-

31 janvier 2020	TOTAL	Conseil Operation et Procurement	Market Place	Optimisation Tax et Innovation	Autres
Ecarts d'acquisition	220 340 226	42 745 191	44 105 220	133 489 815	-
Immobilisations incorporelles	4 417 941	1 152 708	2 520 772	744 461	-
Immobilisations corporelles	1 407 317	186 030	869 834	351 453	-
Titres de participations non consolidées et créances rattachées	5 296 792	-	494 727	0	4 802 065
Immobilisations financières	2 632 901	314 274	1 950 227	107 853	260 547
Chiffre d'affaires	292 599 030	15 764 435	261 437 579	15 172 016	225 000
Résultat d'exploitation	12 137 857	2 457 367	1 889 510	7 790 980	-

7. **Autres informations**Note 24) Transactions avec les parties liées

Néant

Note 25) Engagements hors bilan

a) Engagements donnés

Covenants bancaires

Certaines filiales du Groupe sont soumises à des ratios à respecter dans le cadre de leurs emprunts bancaires. Les ratios, calculés sur la base des comptes sociaux, sont tous respectés.

Le non-respect de ces ratios engendre le remboursement partiel ou total de l'emprunt correspondant.

Nantissements

Dans le cadre du contrat de prêt de Juillet 2019, mentionné à la note 12, les nantissements d'actions suivants ont été accordés au profit du pool bancaire :

Agent / Agent des sûretés	Prêteurs / Bénéficiaires	Teneur CTF	Actions nanties	Rang
BNP Paribas	Pool bancaire dont:	7Partners	1	1
	Banques Populaires Rives de Paris	EPSA	1	1
	Banque Palatine	EPSA Dev	Totalité détenue	1
	BNP Paribas	3i Financement	Totalité détenue	1
		Experbuy	1	1
		PSG Procurement Services	Totalité détenue	1

Autres engagements donnés

En euros	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Cautions bancaires douanes	34 612	34 612
Engagements fermes sur baux commerciaux	1 729 556	684 556
Total	1 764 168	719 168

b) Engagements reçus

Néant

Note 26) Honoraires versés aux commissaires aux comptes

Les honoraires au titre du contrôle légal des comptes d'EPSA DEV et enregistrés en charges dans le compte de résultat de EPSA DEV s'élèvent à environ 30 000 euros en 2020/2021 (30 000 euros en 2019/2020).

Note 27) Rémunérations allouées aux dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Note 28) Événements postérieurs à la clôture

En mars 2021, la Société a procédé au refinancement de sa dette bancaire d'environ 130 M€ dont 20 M€ amortissables sur 6 ans et 110 M€ remboursable in fine à 7 ans. Par ailleurs, la Société s'est assurée des lignes de crédit complémentaires de 70 M€ afin de financer sa stratégie de croissance externe.

Ces facilités bancaires ont permis au Groupe de procéder aux acquisitions du groupe allemand Kloepfel et du groupe belge Kronos, respectivement en mars et juin 2021.

Note 29) Date d'arrêté des comptes

Les comptes ont été arrêtés par le président le 29 Octobre 2021.